

**Art. 26.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juli 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,  
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,  
D. DUCARME

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2002-2003*

*Stukken van de Raad* – Decreetontwerp nr. 411-1 – Amendementen van de Commissie nr. 411-2. Verslag nr. 411-3. Amendementen van de zitting, nr. 411-4.

*Integraal verslag* – Bespreking en aanneming – Vergadering van 1 juli 2003.

---

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3282

[C – 2003/29403]

#### 27 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les Administrateurs des Universités organisées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, notamment l'article 51bis, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 28 janvier 2002;

Vu le protocole du Comité de Secteur IX conclu le 16 mai 2002;

Vu les avis des Conseils d'administration des Universités et centre universitaire donnés les 9 octobre 2001 (Université de Mons-Hainaut), 24 octobre 2001 (Université de Liège), 28 septembre 2001 et 31 mai 2002 (Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux);

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.411/2, donné le 26 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 juin 2003,

Arrête :

#### Section I<sup>re</sup>. — Champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est d'application aux administrateurs des Universités et centres universitaires visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat.

#### Section II. — Du brevet de management public

**Art. 2.** Excepté les personnes qui sont détentrices du brevet de management public au moment de leur désignation à un mandat d'administrateur, toute personne désignée à un tel mandat s'engage à suivre et à réussir la plus prochaine formation visée à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française.

Il est mis fin d'office à l'exercice de son mandat en cas de non-respect de cet engagement.

#### Section III. — Procédure de désignation

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. A la déclaration de vacance d'emploi d'administrateur, le Conseil d'administration de l'Université ou du centre universitaire concerné établit une lettre de mission.

La lettre de mission comporte au moins la description des éléments suivants :

- 1° la définition précise des missions générales de gestion qui incombent au mandataire;
- 2° les objectifs de management stratégique à atteindre;
- 3° les objectifs de management opérationnel à atteindre;

4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;

5° l'autorité qui est conférée au mandataire par délégation, en vertu de la réglementation existante.

§ 2. La déclaration de vacance d'emploi d'administrateur fait l'objet d'une décision du Conseil d'administration de l'Université ou du centre universitaire concerné. Le Conseil d'administration en informe le Gouvernement. L'appel aux candidats est publié au *Moniteur belge* et dans au moins deux organes de presse francophone.

L'appel à candidatures mentionne, pour chaque emploi déclaré vacant :

1° le délai dans lequel la candidature doit être introduite auprès du Conseil d'administration concerné;

2° les éléments que l'acte de candidature doit contenir;

3° une synthèse de la lettre de mission visée au § 1<sup>er</sup>;

4° les coordonnées du service auprès duquel la lettre de mission complète ainsi que des informations complémentaires peuvent être obtenues.

Sont seules prises en considération les candidatures adressées par lettre recommandée dans le délai fixé. Ce délai commence à courir le jour qui suit le jour de la publication de l'appel au *Moniteur belge*.

Tout acte de candidature comporte au moins un exposé des titres et expériences que le candidat fait valoir pour postuler l'emploi.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les candidatures sont introduites auprès du Conseil d'administration de l'Université ou du centre universitaire concerné. Il en examine la recevabilité.

§ 2. Le Conseil d'administration concerné auditionne les candidats et effectue une présélection, le cas échéant, par groupes de cinq candidats au maximum, sur la base de critères qu'il établit préalablement.

Le Conseil d'administration rend un avis motivé sur chaque candidat.

L'avis motivé ainsi que la présélection sont notifiés à chacun des candidats contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

S'il y a, au sein d'un groupe issu de cette présélection, un ou plusieurs mandataires sortants ayant eu une évaluation favorable, le Conseil d'administration classe ce ou ces dernier(s) avant les autres membres du groupe.

**Art. 5.** Dans les trois mois à dater de l'attribution du mandat, l'administrateur transmet, pour approbation, au Conseil d'administration concerné un projet de plan opérationnel, qui comporte au moins la description des éléments suivants :

1° la mise en oeuvre, dans le cadre d'un plan opérationnel comprenant une projection sur 24 mois, des prestations concrètes visant à réaliser les missions de gestion et à atteindre les objectifs stratégiques et opérationnels visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, en tenant compte des moyens budgétaires et des ressources humaines attribués;

2° la répartition des moyens budgétaires et des ressources humaines nécessaires à la mise en oeuvre des prestations visées au 1<sup>o</sup>.

Ce plan est discuté entre le mandataire et le Conseil d'administration concerné. Le Conseil d'administration informe le Gouvernement des conclusions de la discussion.

A l'issue de cette procédure, le Conseil d'administration arrête définitivement le plan opérationnel de l'administrateur.

Le cas échéant, l'administrateur peut proposer une modification en conséquence de sa lettre de mission. Dans ce cas, tant que la modification n'est pas approuvée par le Conseil d'administration, la lettre de mission en cours reste d'application.

#### Section IV. — Le mandat

**Art. 6.** Le mandat peut prendre fin anticipativement en cas :

1° de démission volontaire;

2° d'application de l'article 16, alinéa 3;

3° d'application du régime disciplinaire;

4° de suspension dans l'intérêt du service de plus de douze mois.

**Art. 7.** Le mandat d'administrateur prend fin au plus tard deux mois après la désignation du nouveau mandataire. A la demande du mandataire sortant, le Conseil d'administration peut raccourcir ce dernier délai.

Pendant la période de deux mois ou moins visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mandataire sortant exerce les responsabilités liées au mandat.

**Art. 8.** La personne appelée à remplacer le titulaire d'un mandat achève ledit mandat. Cette personne est soumise aux conditions d'accès et d'exercice du mandat, telles que définies dans le présent arrêté.

**Art. 9.** Dans l'hypothèse où le mandat est exercé par un agent nommé au sein des Services du Gouvernement ou d'un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, il retrouve son grade initial à l'issue du mandat. Si le mandataire est un membre du personnel contractuel des mêmes Services ou organismes, il poursuit le contrat qui a été suspendu.

Si un mandataire des Services du Gouvernement ou d'un Organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII accepte un mandat d'administrateur, il est réputé démissionnaire de son mandat initial.

#### Section V. — Situation administrative et pécuniaire

**Art. 10.** L'agent qui, au moment de sa désignation à un mandat, est nommé à titre définitif au sein des Services du Gouvernement ou d'un Organisme d'intérêt public, est mis d'office, pour la durée du mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

**Art. 11.** Une prime particulière annuelle de 8.600,00 euros est octroyée aux mandataires. Ce montant est rattaché à l'indice pivot 138,01.

**Art. 12.** Toute personne extérieure aux services publics dont le mandat n'est pas renouvelé reçoit une indemnité de cessation de fonctions.

Le montant de cette indemnité correspond, par période entamée de quatre ans de service, à minimum trois mois et à maximum douze mois de la rémunération en cours. Pour le calcul de cette indemnité, il est tenu compte de l'ancienneté de fonction dans les services publics et de l'expérience utile que le mandataire a pu faire valoir lors de sa désignation.

Une indemnité est également attribuée au mandataire lorsqu'il est mis anticipativement fin à son mandat. Le calcul de cette indemnité se fait selon le mode déterminé à l'alinéa précédent.

*Section VI. — Evaluation*

**Art. 13.** Pour évaluer le mandataire, le Conseil d'administration concerné se fonde sur :

- 1° le rapport de mission présenté par le mandataire;
- 2° le cas échéant, les rapports rédigés par toute personne qu'elle juge nécessaire, à l'exception des membres du Gouvernement et des membres des cabinets ministériels;
- 3° l'audition du mandataire, ainsi que de toute personne qu'elle juge nécessaire, à l'exception des membres du Gouvernement et des membres des cabinets ministériels.

Les mandataires reçoivent copie des rapports rédigés par les personnes jugées nécessaires par la Commission, tels que visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, et, le cas échéant, ils peuvent y répondre.

**Art. 14.** L'évaluation est notifiée à l'intéressé contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

**Art. 15.** L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « très favorable » : lorsque le mandataire s'est particulièrement distingué dans la réalisation des objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et des objectifs de management opérationnel, lesquels ont été entièrement réalisés dans les délais prévus;

2° « favorable » : lorsque les objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel ont été réalisés, avec le résultat demandé, dans les délais prévus;

3° « réservé » : lorsque les objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel ont été réalisés soit de manière partielle, soit hors délai;

4° « défavorable » : lorsque la plupart des objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel n'ont pas été réalisés.

**Art. 16.** Le mandataire auquel est attribuée une évaluation « très favorable » ou « favorable » en cours de mandat poursuit l'exercice de son mandat.

En cas d'attribution d'une évaluation « réservée » en cours de mandat, le Conseil d'administration concerné peut adapter la lettre de mission et/ou le plan opérationnel, et enjoindre au mandataire de suivre des formations adaptées.

En cas d'évaluation « défavorable » en cours de mandat, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

**Art. 17.** Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « très favorable » est reconduit d'office dans ce mandat.

**Art. 18.** Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « favorable » peut être reconduit dans ce mandat sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance visée à l'article 3.

S'il est procédé à la déclaration de vacance visée à l'article 3, le mandat est remis en concurrence sans préjudice de l'application de l'article 4, § 2, alinéa 4.

**Art. 19.** Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « réservé » voit son mandat remis en concurrence.

**Art. 20.** Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « défavorable » voit son mandat remis en concurrence et ne peut plus, pendant quatre ans, poser sa candidature pour une désignation dans un mandat d'administrateur.

*Section VII. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 21.** A la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les administrateurs qui sont réputés détenteurs du brevet de management public, qui donnent satisfaction dans l'exercice de leurs fonctions, se voient conférer, pour une durée de deux ans, une lettre de mission établie conformément à l'article 3. Dans les trois mois de l'établissement de la lettre de mission, ils transmettent au Conseil d'administration concerné, pour approbation, un projet de plan opérationnel.

Au terme de deux ans, ces membres du personnel sont évalués sur base de l'exécution de la lettre de mission et du plan opérationnel. Cette évaluation se déroule conformément aux dispositions fixées aux articles 13 à 15 du présent arrêté.

**Art. 22.** A l'échéance de leur lettre de mission, si l'évaluation des membres du personnel visés à l'article 21 n'a pas retenu la mention « réservé » ou « défavorable », ceux-ci se voient d'office conférer un mandat d'administrateur.

**Art. 23.** Le chapitre II du décret du 27 février 2003 instituant l'Ecole d'administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française à gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les Fonctionnaires généraux dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les Universités organisées par la Communauté française entre en vigueur le même jour que le présent arrêté.

**Art. 24.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3282

[C — 2003/29403]

**27 JUNI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een mandatenstelsel voor de Bestuurders van de Universiteiten ingericht door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, inzonderheid op artikel 51bis, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 januari 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 januari 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 28 januari 2002;

Gelet op het protocol van het Comité voor Sector IX, gesloten op 16 mei 2002;

Gelet op de adviezen van de Raden van bestuur van de Universiteiten en het Universitair Centrum, gegeven op 9 oktober 2001 (Université de Mons-Hainaut), 24 oktober 2001 (Université de Liège), 28 september 2001 en 31 mei 2002 (Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux);

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag aan de Raad van State om advies te verlenen binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 35.411/2, gegeven op 26 mei 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 juni 2003,

Besluit :

*Afdeling I. — Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de bestuurders van de Universiteiten en de universitaire centra bedoeld bij artikel 1 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat.

*Afdeling II. — Over het brevet voor overheidsmanagement*

**Art. 2.** Met uitzondering van de personen die houder zijn van een brevet inzake overheidsbestuur op het ogenblik van hun aanwijzing als bestuurder, verbindt elke persoon aangewezen voor een dergelijk mandaat zich ertoe de dichtstbijzijnde opleiding te volgen en ervoor te slagen zoals bedoeld bij artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap.

Zijn mandaat wordt van ambtswege beëindigd als deze verbinding niet nagegaan wordt.

*Afdeling III. — Aanwijzingsprocedure*

**Art. 3. § 1.** Bij de vakantverklaring van de betrekking van bestuurder, stelt de Raad van bestuur van de Universiteit een opdrachtenblad op.

Dit blad bevat minstens de beschrijving van de volgende elementen :

1° de precieze definitie van de algemene beheersopdrachten van de mandataris;

2° de te bereiken doelstellingen inzake strategisch beheer;

3° de te bereiken doelstellingen inzake operationeel beheer;

4° de toegekende begrotingsmiddelen en de human resources;

5° het gezag waarmee de mandataris per delegatie wordt bekleed, krachtens de geldende reglementering.

§ 2. De vakantverklaring van de betrekking van bestuurder maakt het voorwerp uit van een beslissing van de Raad van bestuur van de Universiteit of van het betrokken universitair centrum. De Raad van bestuur informeert er de Regering van. De oproep tot de kandidaten wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en ook via minstens twee Franstalige persorganen.

De oproep tot de kandidaten vermeldt, voor iedere vacant verklaarde betrekking :

1° de termijn binnen dewelke de kandidatuur ingediend moet worden bij de betrokken Raad van bestuur;

2° de elementen die in de akte van kandidatuur vermeld moeten worden;

3° een synthese van het opdrachtenblad bedoeld bij § 1;

4° de benaming en het adres van de dienst waarbij het volledige opdrachtenblad en de aanvullende inlichtingen verkregen kunnen worden.

Worden enkel in aanmerking genomen de kandidaturen per aangetekende brief gestuurd binnen de vereiste termijn. Deze termijn begint te lopen de dag die volgt op de bekendmaking van de oproep in het *Belgisch Staatsblad*.

Elke akte van kandidatuur vermeldt minstens de studiebewijzen en de ervaringen van de kandidaat voor de betrekking.

**Art. 4. § 1.** De kandidaturen worden ingediend bij de Raad van bestuur van de betrokken Universiteit of het universitair centrum. De Raad onderzoekt er de ontvankelijkheid van.

§ 2. De betrokken Raad van bestuur hoort de kandidaten en maakt een preselectie, desgevallend, per groepen van maximum vijf kandidaten, op basis van de criteria die hij op voorhand bepaalt.

De Raad van bestuur brengt een met redenen omkleed advies uit over iedere kandidaat.

Het met redenen omkleed advies alsook de preselectie wordt ter kennis gebracht van iedere kandidaat tegen uitreiking van een bericht van ontvangst of per ter post aangetekende brief.

Indien er, binnen een groep voortkomend uit deze preselectie, één of meer uittredende mandatarissen zijn die een gunstige beoordeling hebben bekomen, rangschikt de Raad van bestuur deze laatste(n) voor de andere leden van de groep.

**Art. 5.** Binnen de drie maanden vanaf de toekenning van het mandaat, stuurt de bestuurder, ter goedkeuring, aan de betrokken Raad van bestuur een ontwerp van operationeel plan, waarin minstens de beschrijving van de volgende elementen opgenomen is :

1° het uitwerken, in het kader van een operationeel plan met een projectie over 24 maanden, van concrete prestaties met als doel het bereiken van de beheersopdrachten en de te bereiken strategische en operationele doelstellingen bedoeld bij artikel 3, § 1, rekening houdend met de toegekende begrotingsmiddelen en de human resources;

2° het verdelen van de begrotingsmiddelen en de human resources die noodzakelijk zijn voor het in toepassing brengen van de prestaties bedoeld bij 1°.

Dit plan wordt bediscussieerd tussen de mandataris en de betrokken Raad van bestuur. De Raad van bestuur informeert de Regering over de conclusies van de discussie.

Op het einde van deze procedure, stelt de Raad van bestuur definitief het operationele plan van de bestuurder.

Desgevallend, kan de bestuurder een wijziging voorstellen ten gevolge van zijn opdrachtenblad. In dat geval, zolang de wijziging niet goedgekeurd is door de Raad van bestuur, blijft het totdan toe geldende opdrachtenblad van toepassing.

#### *Afdeling IV. — Het mandaat*

**Art. 6.** Het mandaat neemt een vervroegd eind in geval van :

1° vrijwillige ontslagneming;

2° toepassing van artikel 16, lid 3;

3° toepassing van het tuchtstelsel;

4° schorsing in het belang van de dienst van meer dan twaalf maanden.

**Art. 7.** Het mandaat van bestuurder neemt een einde ten laatste twee maanden na de aanwijzing van een nieuwe mandataris. Op de aanvraag van de uittredend mandataris, kan de Raad van bestuur deze laatste termijn inkorten.

Gedurende de periode van twee maanden of minder bedoeld bij lid 1, oefent de uittredend mandataris de verantwoordelijkheden verbonden met het mandaat uit.

**Art. 8.** De persoon die de titularis van een mandaat moet vervangen, beëindigt genoemd mandaat. Deze persoon wordt onderworpen aan de voorwaarden inzake toegang tot en uitoefening van het mandaat, zoals bedoeld in dit besluit.

**Art. 9.** In het geval dat het mandaat uitgeoefend wordt door een ambtenaar benoemd binnen de Diensten van de Regering of door een Instelling van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteert, herneemt deze ambtenaar op het einde van het mandaat zijn originele graad. Indien de mandataris een contractueel personeelslid is van dezelfde Diensten of instellingen, gaat zijn intussen onderbroken contract weer voort.

Indien een mandataris van de Diensten van de Regering of van een Instelling van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteert, een mandaat van bestuurder aanvaardt, wordt hij geacht ontslagnemend te zijn van zijn eerste mandaat.

#### *Afdeling V. — Administratieve en geldelijke toestand*

**Art. 10.** De ambtenaar die, op het ogenblik van zijn aanwijzing voor een mandaat, vast benoemd wordt binnen de Diensten van de Regering, wordt van ambtswege, voor de duur van het mandaat, met verlof gesteld voor een opdracht van algemeen belang in zijn initiële betrekking.

**Art. 11.** Er wordt een bijzondere jaarlijkse premie van 8.600.000 euro toegekend aan de mandatarissen. Dit bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

**Art. 12.** Iedere persoon die buiten de openbare diensten is waarvan het mandaat niet hernieuwd wordt, ontvangt een vergoeding voor zijn ambtsneerlegging.

Het bedrag van deze vergoeding stemt, per begonnen periode van vier jaar dienst, overeen met minstens drie maanden en met hoogstens twaalf maanden van de thans geldende bezoldiging. Voor de berekening van deze vergoeding wordt rekening gehouden met de ambtsanciënniteit binnen de openbare diensten en de nuttige ervaring die de mandataris heeft laten gelden bij zijn aanwijzing.

Er wordt tevens ook een vergoeding toegekend aan de mandataris wanneer diens mandaat vervroegd tot een einde komt. De berekening van deze vergoeding geschiedt volgens de nadere regels bepaald in het vorig lid.

#### *Afdeling VI. — Beoordeling*

**Art. 13.** Om de mandataris te beoordelen, baseert zich de betrokken Raad van bestuur op :

1° het verslag over de opdracht ingediend door de mandataris;

2° desnoods, de verslagen opgesteld door iedere persoon die hij nodig acht, met uitzondering van de leden van de Regering en de leden van de ministeriële kabinetten;

3° het verhoor van de mandataris, alsook van iedere persoon die hij nodig acht, met uitzondering van de leden van de Regering en de leden van de ministeriële kabinetten.

De mandatarissen ontvangen een afschrift van de verslagen opgesteld door personen die door de Raad van bestuur nodig geacht worden, zoals bedoeld bij lid 1, 2°, en geven er, desgevallend, antwoord op.

**Art. 14.** De beoordeling wordt ter kennis gebracht van de betrokkene tegen ontvangstbericht of per ter post aangetekende brief.

**Art. 15.** De beoordeling maakt het voorwerp uit van één van de volgende meldingen :

1° "zeer gunstig" : wanneer de mandataris de doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management bijzonder succesvol en volledig verwezenlijkt heeft binnen de bepaalde termijnen;

2° "gunstig" : wanneer de doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management verwezenlijkt werden met de gewenste uitslag en binnen de bepaalde termijnen;

3° "met voorbehoud" : wanneer de doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management ofwel partieel ofwel buiten de termijnen verwezenlijkt werden;

4° "ongunstig" : wanneer het merendeel doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management niet verwezenlijkt werden.

**Art. 16.** De mandataris aan wie een zeer gunstige of gunstige melding werd toegekend gedurende zijn mandaat gaat door met zijn mandaat.

In geval van toekenning van een voorbehouden melding tijdens het mandaat, kan de betrokken Raad van bestuur het opdrachtenblad aanpassen en/of het operationele plan, en de mandataris ertoe verplichten aangepaste opleidingen te volgen.

Is de beoordeling ongunstig, dan wordt er een vervroegd eind aan het mandaat gesteld.

**Art. 17.** De mandataris waarvan de laatste beoordeling, op het einde van zijn mandaat, de melding "zeer gunstig" verleent, wordt van ambtswege herleid in zijn mandaat.

**Art. 18.** De mandataris waarvan de laatste beoordeling, op het einde van zijn mandaat, de melding "gunstig" verleent, kan herleid worden in zijn mandaat zonder dat er een vakantverklaring zoals bedoeld bij artikel 3 dient te geschieden.

Indien er overgegaan wordt tot de vakantverklaring bedoeld bij artikel 3, wordt het mandaat opnieuw in bedinging gesteld onverminderd de toepassing van artikel 4, § 2, lid 4.

**Art. 19.** Voor de mandataris waarvan de laatste beoordeling, op het einde van zijn mandaat, de melding "met voorbehoud" verleent, wordt zijn mandaat opnieuw in bedinging gesteld.

**Art. 20.** Voor de mandataris waarvan de laatste beoordeling, op het einde van zijn mandaat, de melding "ongunstig" verleent, wordt zijn mandaat opnieuw in bedinging gesteld. Hij kan trouwens, gedurende vier jaar, zijn kandidatuur niet meer stellen voor een aanwijzing in een mandaat van bestuurder.

#### *Afdeling VII. — Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 21.** Op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, krijgen de bestuurders die geacht zijn houder te zijn van een brevet inzake overheidsbestuur, die volledig voldoening geven bij de uitoefening van hun ambten, een opdrachtenblad voor een periode van twee jaar, opgesteld overeenkomstig artikel 3. Binnen de drie maanden van het opstellen van hun opdrachtenblad, sturen ze aan de betrokken Raad van bestuur ter goedkeuring een ontwerp van operationeel plan.

Op het einde van de twee jaar, worden deze personeelsleden beoordeeld op basis van de uitvoering van hun opdrachtenblad en van het operationele plan. Deze beoordeling geschiedt overeenkomstig de bepalingen vastgesteld bij de artikelen 13 tot 15 van dit besluit.

**Art. 22.** Op het einde van hun opdrachtenblad, indien de beoordeling van de personeelsleden bedoeld bij artikel 21 niet voor de melding "met voorbehoud" of "ongunstig" heeft gekozen, worden ze van ambtswege houder van het mandaat van bestuurder.

**Art. 23.** Hoofdstuk II van het decreet van 27 februari 2003 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer en tot diverse wijzigingen met het oog op de invoering van een mandatenstelsel voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de Universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap, treedt in werking dezelfde dag als dit besluit.

**Art. 24.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS